

PAR JULIE GUÉRINEAU

Reforestation

Kenya

Une communauté se développe en sauvegardant la mangrove

En trente ans, 20 % de la mangrove kenyane a disparu sous les coups de hache. Depuis 2013, les habitants de la baie de Gazi, au sud du pays, protègent et restaurent cet écosystème. Quelque 117 hectares ont déjà été replantés et préservés, recréant un milieu naturel essentiel et une barrière de protection côtière contre les tempêtes. Ce sont les habitants qui gèrent et assurent la plantation, l'entretien et la surveillance de la mangrove. Le projet, baptisé Mikoko Pamoja, « la mangrove ensemble », est inédit et suivi de près par de nombreux pays. Son originalité ? Les palétuviers stockant beaucoup de CO₂, **le projet permet de revendre des crédits sur le marché du carbone.** Des crédits certifiés Plan Vivo et rachetés par des entreprises, des universités ou des particuliers. Chaque année, les 117 hectares de mangrove stockent près de 3 000 tonnes de CO₂ et rapportent plus de 10 000 euros. Des retombées économiques qui ont un impact sur près de 3 500 habitants. Avec cet argent, la communauté a pu forer des puits d'eau potable, acheter des manuels scolaires et des articles de sport pour les écoliers, ou encore meubler un dispensaire. Le gouvernement kenyan envisage de restaurer des milliers d'hectares de mangrove sur ce modèle.

Philippines

Pas de diplôme sans plantation d'arbre

Aux Philippines, pour sensibiliser les jeunes à la protection de l'environnement, les élèves devront bientôt **planter au moins dix arbres à la fin de chaque cycle scolaire** s'ils veulent obtenir leur diplôme. Ravagé par la déforestation, le pays pourrait ainsi voir naître 175 millions d'arbres chaque année. Les plants, d'espèces endémiques, seront installés sur des terrains gérés par des agences gouvernementales.

Lutte contre la pollution

États-Unis

New York déclare la guerre au carbone

L'été dernier, alors que Donald Trump enterrait le plan anti-charbon de Barack Obama, l'État démocrate de New York a adopté une loi pour **réduire, d'ici 2050, ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 85 % par rapport à 1990.** Des mesures de compensation permettront d'atteindre un bilan carbone neutre. Le défi est de taille, puisque New York n'a réduit ses émissions que de 8,4 % entre 1990 et 2015. Pour commencer, la production d'électricité devra être entièrement décarbonée d'ici 2040. L'État prévoit aussi d'utiliser 35 % de son budget dédié au changement climatique pour accompagner les plus défavorisés et les salariés des secteurs polluants dans cette tran-

sition. Beaucoup s'interrogent sur la possibilité de mettre en œuvre dans les temps des alternatives propres (production d'énergie, carburant, chauffage...). Quelques semaines plus tôt, le conseil municipal de New York avait déjà voté un texte obligeant les propriétaires de bâtiments de plus de 2300 mètres carrés à réduire leurs émissions de GES de 40 % d'ici 2030, en améliorant leur isolation ou encore leurs systèmes de chauffage et de climatisation. Un texte qui a eu le don d'irriter Donald Trump, dont la tour émet plus de GES que 94 % des gratte-ciel new-yorkais pris séparément...

Royaume-Uni

Objectif zéro gaz à effet de serre d'ici 2050

L'information a été occultée par le Brexit, mais cet été, le Royaume-Uni a voté une loi pour parvenir à **zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici 2050.** Pour atteindre ce « zéro net », les émissions restantes seront compensées. La loi prévoit notamment que tous les véhicules soient 100 % propres d'ici 2040. Tous les logements neufs devront désormais être équipés d'une borne de recharge pour les véhicules électriques.

L'Autriche a voté l'été dernier l'interdiction totale du glyphosate au nom du principe de précaution.



Indonésie, Italie, Turquie, Equateur

Des transports contre du plastique

Surabaya, Rome, Istanbul, Guayaquil... Plusieurs petites et grandes villes ont récemment mis en place des systèmes d'**échange de bouteilles en plastique contre des titres de transport.** L'objectif ? Favoriser à la fois le recyclage et l'usage des transports en commun. À Surabaya, deuxième ville d'Indonésie, 2 heures de trajet en bus valent 10 bouteilles. Les bénéfices de la vente du plastique à des sociétés de recyclage sont réinvestis dans les transports et la création d'espaces verts. À Rome, où l'expérience est menée dans trois stations de métro, un ticket vaut 30 bouteilles, et à Istanbul 28 contenants de 1 litre. À la gare routière de Guayaquil, en Équateur, une bouteille déposée dans une machine rapporte 2 centimes d'euro en liquide. Les tarifs de rachat étant plus intéressants que dans les déchetteries, les habitants les plus précaires y ont trouvé une source de revenus. Pour favoriser les transports en commun, la municipalité envisage désormais de créditer les sommes directement sur une carte de transport et non plus en liquide (un ticket pour 15 bouteilles). Là où certains saluent des mesures incitatives, d'autres soulignent que ces initiatives n'encouragent pas à changer de modèle, voire récompensent l'utilisation du plastique...

Lutte contre la pollution

Guatemala

Une ville éradique 80 % de ses emballages plastique en un an. Suite à l'adoption en 2016 d'une loi locale interdisant les emballages en plastique, les 10 000 habitants de San Pedro La Laguna, au Guatemala, ont réduit leur consommation de 80 % en un an. Au-delà de son impact écologique, **la mesure a relancé l'économie de la vannerie et du tissage**, deux alternatives au plastique. Dans la foulée, les habitants ont aussi décidé de débarrasser le lac voisin de tous ses déchets en plastique, ce qui a amélioré la qualité de l'eau et de la pêche.

Transports

Norvège

Oslo paie les habitants qui circulent à pied ou à vélo aux heures de pointe

Pour désengorger les transports en commun aux heures de pointe, l'opérateur de transport public d'Oslo a décidé de rémunérer les usagers qui préfèrent marcher ou pédaler. *Via* une application pour smartphone, les utilisateurs cumulent des points dès 400 mètres parcourus. **Chaque kilomètre rapporte 10 centimes, majorés à 25 centimes aux heures de pointe.** La cagnotte peut ensuite être transformée en titres de transport.

Énergie

Suisse

Genève serre la vis sur les climatiseurs

Dans le canton de Genève, il est désormais **interdit d'installer une climatisation sans autorisation spéciale**. Objectif : réduire la consommation, la pollution et les rejets de chaleur.

En 2018, 98,56 % de l'électricité consommée au Costa Rica était d'origine renouvelable (73,87 % hydraulique, 15,6 % éolien, 8,38 % géothermie volcanique, 0,63 % biomasse, 0,08 % solaire).

Le pays veut être l'un des premiers à éliminer totalement les combustibles fossiles de son mix énergétique.

Portugal

Lisbonne mise tout sur le soleil

Le potentiel solaire de la capitale portugaise est sept fois supérieur à sa consommation totale d'électricité. Pour inciter entreprises, habitants et investisseurs à se convertir au solaire, la municipalité a lancé – en partenariat avec l'Agence de l'énergie et de l'environnement de Lisbonne et avec le financement du ministère de l'Environnement – une plate-forme

en ligne, Solis. Cet outil propose **des cartes qui indiquent le potentiel de production d'énergie solaire pour chaque toit de la ville**. Avec son aide, la municipalité espère atteindre une capacité totale installée de 103 mégawatts d'ici 2030.

Tourisme durable

Italie, Europe

Fairbnb, l'alternative éthique à Airbnb

Après cinq années de travail, un petit groupe de citoyens italiens vient de lancer officiellement son alternative éthique à Airbnb. Fondée sous forme de coopérative à Bologne, Fairbnb met en relation propriétaires de logements et vacanciers. Mais à la différence de sa concurrente, la plateforme travaille avec les municipalités pour vérifier la légalité des locations, et chaque propriétaire ne peut louer qu'un seul bien. Surtout, **Fairbnb reverse 50 % de ses bénéfices à des projets sociaux, culturels, écologiques ou éducatifs locaux**. Avant même son lancement officiel, le concept avait déjà essaimé dans plusieurs villes européennes. Des groupes de citoyens d'Amsterdam, Barcelone, Valence ou encore Venise ont créé leurs propres coopératives, rattachées à Fairbnb. Les fondateurs espèrent qu'un nombre croissant de groupes citoyens suivront leur exemple pour étendre le réseau et atténuer les effets du tourisme de masse.

Site : <https://fairbnb.coop>

La Nouvelle-Zélande vient d'instaurer une taxe de **20 euros** dont devront s'acquitter ses **4 millions de touristes annuels**.
Objectif :
financer des infrastructures d'accueil et protéger les sites naturels menacés par le tourisme.

Social

Kenya

Une ONG met le revenu de base au banc d'essai

Depuis 2016, l'ONG américaine Give Directly mène au Kenya une première étude à grande échelle pour observer les retombées économiques, sociales et sanitaires de la mise en place d'un revenu universel de base dans les pays les plus pauvres, et comment les populations s'en emparent. L'ONG verse **un revenu universel et inconditionnel de 0,75 dollar par jour aux 21 847 habitants des 195 villages** kenyans participants, selon des modalités variables. Dans un premier groupe de 44 villages, 4 966 adultes recevront 0,75 dollar par jour pendant douze ans. Dans un deuxième groupe de 80 villages (7 333 adultes), la période est réduite à deux ans. Dans un dernier groupe de 71 villages, 9 548 adultes reçoivent en une seule fois l'équivalent de deux années de revenu de base. Des chercheurs du MIT et de Princeton publieront une première étude sur ce programme en 2020.



Ruralité/
Économie

Maroc

Un village sinistré renaît grâce à la permaculture

Situé à 50 kilomètres de Rabat, Brachoua est passé en deux ans du statut de village sinistré, sans eau courante ni électricité, à celui d'exemple réussi de transition écologique et sociale. Son secret ? La mobilisation de ses habitants et l'usage de la permaculture. En 2013, 60 familles se sont réunies pour trouver un moyen

de redynamiser leur village et de s'assurer une autonomie alimentaire. Après s'être formées à la permaculture, 40 d'entre elles ont commencé à cultiver un potager. Deux ans plus tard et suite à un investissement total de 250 euros, le village produisait suffisamment pour être autonome. Les surplus sont désormais vendus directement en ville, sans intermédiaires. Ils ont permis de générer des revenus supplémentaires et de **relocaliser l'emploi**. Les femmes, autrefois cantonnées dans leur foyer, ont mis sur pied des coopératives qui fabriquent du pain et de la semoule vendus à Rabat ; elles touchent désormais un salaire supérieur à la moyenne nationale. La démarche a aussi fait connaître le village, qui est devenu une destination réputée de randonnée et d'écotourisme.



Espagne

Le parrainage d'oliviers enrayer l'exode rural

En un siècle, Oliete, en Aragon, s'était vidé de ses habitants, laissant les rues et les 100 000 oliviers de ce petit village quasi à l'abandon. Jusqu'à ce qu'en 2013, un enfant du pays ayant émigré à Barcelone ait l'idée de faire parrainer les arbres pour redonner vie aux plantations et au village. Avec le projet Apadrina un olivo, tout le monde peut désormais, moyennant 50 euros par an, parrainer un arbre en échange de 2 litres d'huile d'olive. Depuis le lancement du projet, 7 000 oliviers ont pu être sauvés, un pressoir à huile a été remis en service et **14 emplois ont été créés**. De nouvelles familles sont venues s'installer dans le village, sauvant au passage l'école qui était sur le point de fermer.

Site : www.apadrinaunolivo.org

Urbanisme

Belgique

Bruxelles finance la végétalisation de ses façades

Pour lutter contre les îlots de chaleur urbains, la Ville de Bruxelles **rembourse désormais 75 % du montant des travaux de végétalisation des façades sur rue**. Les plantes devront être mellifères et locales. Végétaliser les bâtiments participe notamment au rafraîchissement des quartiers, à l'assainissement de l'air et au développement de la biodiversité. La Ville proposait déjà des incitations financières pour favoriser le compostage, la récupération des eaux de pluie et l'achat d'électroménager économe en énergie.



Pays-Bas

Des abribus à la rescousse des abeilles

À Utrecht, la municipalité a végétalisé les toits de ses 316 abribus avec des plantes prisées par les abeilles, et elle encourage les habitants à faire de même chez eux. Objectif : **enrayer le déclin des espèces pollinisatrices** en ville.

Lutte contre
le gaspillage
alimentaire

Suisse, Allemagne

Des garde-manger urbains pour lutter contre le gaspillage

En Suisse, 2 à 3 millions de tonnes de nourriture sont jetées chaque année. À Bâle, l'association Foodsharing a installé cinq placards dans les rues de la ville. **Chacun peut y déposer ou y récupérer gratuitement des excédents de nourriture** toujours consommable, et ainsi réduire le gaspillage alimentaire et aider les plus précaires. Certains commerçants participent au projet en donnant leur stock de produits proches de la date de péremption. Des initiatives similaires sont menées ailleurs depuis plusieurs années, notamment à Berlin.